



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

INAO

Question écrite n° 18272

Texte de la question

M. Antoine Joly appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les graves déficits d'effectifs constatés depuis plusieurs années à l'Institut national des appellations d'origine, qui a vu, par ailleurs, ses compétences élargies par la loi du 2 juillet 1990. Il apparaît, en effet, qu'un manque de 57 personnes existait avant 1990 et que les quelques postes créés depuis cette date n'ont pas permis de combler ce déficit. Pourtant l'Institut national des appellations d'origine est en charge d'une mission essentielle pour garantir la qualité des produits agricoles français qui, mal conduite par faute de moyens, pénalise la filière professionnelle des AOC génératrice de 130 000 emplois. Il lui demande de bien vouloir répondre au problème qu'il a l'honneur de lui soumettre, d'autant plus que lors du vote de la loi de 1990 son prédécesseur s'était engagé à régler ce problème.

Texte de la réponse

La loi no 90-558 du 2 juillet 1990 a étendu les compétences de l'INAO (Institut national des appellations d'origine) à l'ensemble des appellations d'origine contrôlées des produits agro-alimentaires. Afin de faire face à ces nouvelles missions, la subvention du ministère de l'agriculture et de la pêche a été portée à 65,4 MF en 1994, contre 32,6 MF en 1990. Dans le même temps, les effectifs de l'INAO sont passés de 128 à 181 agents. De plus, l'Institut a bénéficié de l'exemption de la procédure du gel des postes au titre des années 1993 et 1994. Toutefois, comme le souligne l'honorable parlementaire, il apparaît que l'effort de l'État reste en deca des demandes formulées par l'INAO et par les professionnels des secteurs concernés. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du règlement du Conseil no 2081-92 du 14 juillet 1992, relatif aux appellations d'origine protégées (AOP) et aux indications géographiques protégées (IGP), la loi du 4 janvier 1994, relative à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires et des décrets d'application, confie à l'INAO de nouvelles responsabilités, notamment en matière de protection des IGP. Il est donc nécessaire d'examiner aujourd'hui si l'ensemble des moyens dont dispose l'Institut est en adéquation avec les missions qui lui sont confiées. Le ministre de l'agriculture et de la pêche, conjointement avec le ministre des finances, a demandé que l'inspection générale de l'agriculture et l'inspection générale des finances procèdent à cet examen. Le ministre de l'agriculture et de la pêche entend ainsi pouvoir disposer des éléments nécessaires à toute décision relative au fonctionnement de l'INAO.

Données clés

Auteur : [M. Joly Antoine](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18272

Rubrique : Agro-alimentaire

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 septembre 1994, page 4622

Réponse publiée le : 19 décembre 1994, page 6308